



HIÉRARCHISER... MAIS JUSQU'AU BOUT ALORS !



Qui dit suppressions d'emplois, dit aussi ajustement des missions. On relève les seuils, on ne travaille plus de manière exhaustive ... mais en *hiérarchisant*.

A **FO**, nous sommes **POUR** un véritable service public de qualité qui ne peut passer que par des créations d'emplois, ... donc forcément nous sommes **CONTRE** ce type d'ajustement.

Mais dans l'état actuel de nos services, il n'est plus possible de faire aussi bien qu'avant !

Sauf que, puisque l'administration a choisi la hiérarchisation, il serait bon qu'elle aille au bout de son choix.

Un contre exemple? Le Pôle Inter-régional d'Apurement des Comptes (PIA) est une cellule située à Rennes et dans laquelle œuvrent des agents des Finances Publiques. La logique voudrait qu'ils n'interrogent les comptables que sur les dépenses qui entrent dans le champ du CHD.

Et bien ils ne s'en contentent pas ! ... Et cela complique forcément la mission du comptable



JOUR DE CARENCE

C'est à compter de la paye de juin que seront régularisés les jours de carence du 1er semestre 2012.

UN COUP POUR RIEN !

Le test de numérisation des déclarations d'impôt sur le revenu N°2042 engagé dans le Val d'Oise et l'Orne a été suspendu. La Direction Générale a reconnu son incapacité à poursuivre cette « expérience ».

Ce qui nous avait été présenté comme une avancée technologique magique, se transforme en casse tête (cauchemar ?) pour la Direction, mais surtout pour les services concernés. Le pire est peut être à venir...

Un tract complet sur notre site ... en accès toujours libre pour l'ensemble des agents !



MERCI QUI ?

Les agents de la DGFIP, mis à disposition du ministère de l'intérieur, en Brigade Nationale de Répression de la Délinquance Fiscale (BNDRF) seront, après l'intervention de **FO-DGFIP**, éligibles au bénéfice de la prime d'intéressement collectif 2012.

Ils toucheront cette régularisation probablement en juillet.

CAPN Contrôleurs n°6 du 14 juin 2012

Cette CAPN était entièrement consacrée à l'examen de la titularisation de la promotion des contrôleurs stagiaires filière fiscale année 2011/2012.

La promotion comprenait 634 contrôleurs stagiaires, qui se répartissent en 616 agents titularisables avec date d'effet au 1er septembre 2012, 11 militaires en attente de leur intégration, 2 auditeurs et 5 élèves n'ayant pas satisfait à la scolarité. L'intégration des militaires fera l'objet d'un vote

séparé lors de la CAPN du 3 juillet 2012.

Après avoir voté en faveur de la titularisation des 616 contrôleurs, les dossiers des 5 derniers agents ont été examinés au cas par cas.

L'Administration proposait 3 redoublements de scolarité et 2 réintégrations dans le corps d'origine. Après discussions, les représentants du personnel ont obtenu qu'un agent devant initialement être réintégré en catégorie C soit autorisé à effectuer une nouvelle scolarité.

Les élus **FO-DGFIP** se sont prononcés pour les propositions de redoublement des scolarités et contre la réintégration dans le corps d'origine car **FO-DGFIP** revendique un droit à la deuxième chance pour tous.



RETOUR VERS LE FUTUR ?

Projet de Budget 2013

Il n'aura pas fallu attendre plus de 8 jours après la fin du cycle électoral, pour que la presse « bien informée » se fasse l'écho des premières orientations budgétaires dans le cadre de la préparation de la loi de finances 2013.



L'engagement présidentiel est de créer 65 000 emplois sur 5 ans dans les ministères de l'éducation nationale, de l'intérieur et de la justice, en maintenant les effectifs constants dans la Fonction Publique d'État.

Il ne faut pas être un expert en calcul pour comprendre que le seul moyen pour atteindre cet objectif serait la poursuite et même l'amplification des suppressions d'emplois dans les autres ministères, et en tout premier lieu les ministères de l'économie, des finances et du commerce extérieur et du redressement productif.

FO, dès son 1er contact avec le cabinet ministériel a dénoncé la poursuite de cette logique comptable qui verrait les emplois de ces ministères encore et toujours diminuer.

L'annonce de la suppression de 2,5% des effectifs reviendrait à poursuivre le non remplacement de 2 fonctionnaires sur 3 ce qui aggraverait les conditions de travail des agents et dégraderait le service public rendu aux usagers.

Dans le même temps, les dépenses de fonctionnement seraient réduites de 10% l'an prochain, et les dépenses d'intervention de 40% (subventions aux associations par exemple).

Une impression de déjà vu prédomine à la lecture de ses lères orientations budgétaires.

Encore une fois, aucun débat préalable n'a eu lieu sur l'état des lieux des missions et des conditions de travail dans lesquelles les agents les exercent.

Il faudra plus qu'un démenti par communiqué de presse pour convaincre les agents.

Pour **FO**, ces premières orientations sont totalement inacceptables, qui ne manquera pas de le faire savoir aux ministres, à l'occasion de l'audience prévue cette semaine.

